

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'Institut a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- | | | | |
|-------------------------------------|---|-------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Coloured covers /
Couverture de couleur | <input type="checkbox"/> | Coloured pages / Pages de couleur |
| <input type="checkbox"/> | Covers damaged /
Couverture endommagée | <input type="checkbox"/> | Pages damaged / Pages endommagées |
| <input type="checkbox"/> | Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée | <input type="checkbox"/> | Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées |
| <input type="checkbox"/> | Cover title missing /
Le titre de couverture manque | <input checked="" type="checkbox"/> | Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur | <input type="checkbox"/> | Pages detached / Pages détachées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) | <input checked="" type="checkbox"/> | Showthrough / Transparence |
| <input type="checkbox"/> | Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur | <input checked="" type="checkbox"/> | Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Bound with other material /
Relié avec d'autres documents | <input type="checkbox"/> | Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire |
| <input type="checkbox"/> | Only edition available /
Seule édition disponible | <input type="checkbox"/> | Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées. |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure. | | |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Additional comments /
Commentaires supplémentaires: | <input type="checkbox"/> | Continuous pagination.
Includes some text in French. |

THE BRITISH-AMERICAN REGISTER.

QUEBEC, SATURDAY, 21st MAY, 1803.

CONTENTS.—*De l'Etat Politique et Militaire de l'Europe* 305. *Trial of Mr. Peltier for a libel on Buonaparte* 309. *Mémoire sur le Canada* 314. *Miscellaneous articles* 318. *Poetry* 319.

De l'Etat Politique et Militaire, où la Paix Continentale mettra l'Europe par rapport à la France.

L'auteur du Pamphlet intitulé: *L'Empire Germanique réduit en Dérèglement*, vient de publier un ouvrage intitulé: *Examen de l'Etat Politique et Militaire, où la Paix Continentale mettra l'Europe par rapport à la France.* Sous ce titre modeste, l'auteur a donné un tableau exact des ressources politiques et militaires, des avantages et des désavantages, des deux parties qu'il met en opposition: l'Europe et la France. Car on ne peut se dissimuler que la nature et les vues du Gouvernement actuel de cette dernière contrée ne la mettent en opposition avec le reste de l'Europe. L'ordre et la précision de cet ouvrage, l'étendue des vérités qu'il contient, resserrées dans le plus petit espace possible, ne laissent rien à désirer au lecteur qui veut s'instruire. L'auteur a même su répandre de l'intérêt sur un sujet si grave, par la chaleur et la clarté de son style. Une chaîne de faits et de conséquences, liée par une argumentation serrée et rigoureuse, ne peut se rompre sans perdre une grande partie de son prix. Nous bornerons donc l'extrait de cet ouvrage, au morceau qui le termine, en renvoyant, pour les preuves au corps même de l'ouvrage.

CONCLUSION.

Il est de chérir, et malheureusement presque superflu, de tirer la conclusion infaillible et nécessaire des vérités de fait que je viens de développer.

La voici en peu de mots: "Lorsque la paix, telle que la commande Buonaparte, aura consolidé l'état actuel de la France, il ne restera plus, à l'Europe confondu, à moitié envahie, et divisée, aucune ressource contre une Puissance exorbitante, fanatique et ambitieuse, essentiellement guerrière et conquérante, et devenue inexpugnable sur la défensive, irrésistible à l'offensive."

En tirant cette conclusion effrayante, il faut observer que, dans le tableau que j'ai tracé de l'Europe, je n'ai pas même nommé la Grande-Bretagne. Cette Puissance imposante, fondée sur le courage, la richesse acquise, et l'industrie toujours croissante de ses sujets, sur leur attachement pour une Constitution qui leur assure la pleine jouissance de tous les avantages de la société, fondée enfin sur la supériorité de sa marine combinée avec sa position insulaire, fait le désespoir d'un Gouvernement ennemi qui, dans les suppositions les plus favorables, ne pourra de long-temps l'attaquer qu'avec une petite partie des victimes que son ambition traîne partout, à la guerre, au pillage et à la mort. Les efforts que l'Angleterre peut faire en faveur du Continent, si jamais des provocations multipliées la forcent à reprendre les armes qu'elle a quittées uniquement par humanité, puisqu'elle étoit partout victorieuse, altèrent essentiellement ce résultat terrible. Sa marine seule, à plus forte raison sa marine réunie à celle de la Russie, qui entraineroit avec elle les marines du Nord, peut renfermer la Puissance Française dans sa sphère, la bannir de toutes les régions du monde.

qu'elle ne peut atteindre par terre, lui couper tout commerce maritime, la priver de la plus grande partie des matières premières qui lui sont nécessaires pour ressusciter les manufactures, et lui enlever par conséquent les principales sources de richesse, de prospérité et de revenu public. Les grandes Puissances maritimes de l'Europe peuvent donc par leur réunion, reverser en masse sur la France les privations et les calamités que son Gouvernement porte en détail dans les contrées qui l'avoisinent, mettre les intérêts et par conséquent les affections de ses habitans en opposition directe et constante avec le système d'usurpation que suit, sans s'arrêter un instant, ce Gouvernement turbulent, et amener, par là, la réformation forcée ou volontaire de ce même Gouvernement : époque non moins heureuse pour la nation Française que pour celles qui l'avoisinent puisqu'il pèse indifféremment sur tous, sujets, alliés, neutres et ennemis. Eh ! qu'importe, en effet, à la gloire et à la prospérité de la France, au bonheur et à l'honneur individuel de ses habitans, qu'une icée qui a détruit une grande partie de la génération actuelle, et dévoué le reste à des calamités sans bornes et sans terme, consume une nouvelle génération à porter l'irréligion, le régime de l'espionnage, des conscriptions militaires, des emprunts forcés, des contributions, des emprisonnements, et des déportations arbitraires, des tribunaux spéciaux, enfin, tous les fléaux de la société humaine, partout où ses armes pourront atteindre ? En un mot, quel profit ou quel honneur en reviendra-t-il collectivement ou individuellement aux Français, quand même ils parviendroient à découper l'Europe en prefectures et en sénats postiches ; quand même ils en rapporteroient pour quelques chefs et pour quelques concussionnaires, d'immenses dépouilles abrévées de leur propre sang ; quand en-

fin ils réussiroient à jeter le genre humain dans un même moule, pour le fondre en un amalgame inorganisé en une masse brute et passive à la disposition d'un seul homme ! cet homme fut-il François ! fut-il même leur Souverain légitime ! Quelle que soit sa patrie, soit que, condamné par le devoir à une pauvreté honorable, s'écrive dans un grenier, soit qu'une nation géneuse ait adouci son sort, je crois pouvoir proposer ces grandes vérités à la sérieuse considération de la partie pensante de la nation Française que les étrangers éclairent plaignent sincèrement, sans lui faire l'injuste outrage de la confondre avec quelques misérables folliculaires et un Sénat abject, qui débilitent les invectives et les adulations au gré du maître qui les salarie.

Quel motif d'intérêt particulier s'opposeroit à la réunion sincère, et qui pourroit devenir si efficace, des Puissances maritimes ? La Russie, fermée par les glaces au moins pendant six mois de l'année, peut-elle, avec le même avantage que d'autres Puissances mieux situées, aller chercher partout les objets qui lui manquent, et y porter ceux qu'elle a en sur-abondance ? Sa faible population, dispersée à de si grandes distances, a peine suffisante pour les soins d'une culture imparfaite, obligée de lutter contre des hivers longs et rigoureux qui rendent nécessaire la conservation d'immenses forêts, et impossible l'établissement d'un grand nombre d'épaves de manufactures, peut-elle avoir une aussi grande industrie ? A-t-elle des capitaux aussi considérables ? Ses communications intérieures sont-elles aussi rapides que celles de plusieurs autres pays ? Et, quand on répondroit affirmativement à toutes ces questions, qu'est-ce qui empêche la Nation Russe d'aller chercher à l'étranger ce dont elle manque, et de lui porter ce qu'elle a de trop ? Les Anglois ont-ils ja-

mais pu concevoir une si folle pensée? Et quels moyens auroient-ils de la mettre en exécution, eux qui, par la nature même de leur pouvoir, peuvent bien gêner et contrarier un grand Etat qui s'étend hors de sa sphère, mais qui ne peuvent faire sur lui aucune impression profonde ou dangereuse, tant qu'il s'y renferme? Serait-il donc avantageux à la Russie de favoriser l'achat de produits de son sol et de son industrie, par la France, de préférence à l'Angleterre? d'accueillir les produits de l'industrie Française, de préférence aux produits de l'industrie Angloise? Lui seroit-il utile de faire passer l'accroissement de richesse et de puissance qui résulte de ce double commerce d'exportation et d'importation à la France, à cet Etat déjà si fort, et le seul qui puisse un jour devenir redoutable à la Russie, plutôt qu'à l'Angleterre hors d'état, et sans intérêt de nuire à celui-ci, et rivale nécessaire de la France dont elle peut toujours affaiblir l'action continentale par une diversion maritime? Enfin, vaut-il mieux pour la Russie, que le profit de ce commerce, quel qu'il soit, soit employé un jour à solder en partie, une agression contre l'Europe, que la diversion qui peut la sauver? La France peut-elle porter en Russie, à meilleur prix, et dans une meilleure qualité, les objets qui manquent à celle-ci, et que lui fournit l'Angleterre? Attelle des capitaux plus vastes et un crédit plus assuré, pour payer mieux et plus sûrement ce qu'elle en tire? Je suppose qu'on réponde affirmativement à toutes ces questions; quels reproches pourroit-on en inférer contre la Grande-Bretagne? Les Anglois serment-ils, pendant la paix, le passage aux vaisseaux Russes et François qui voudroient porter de France, en Russie, et réciproquement, les objets vendus en concurrence avec l'Angleterre? Et si pendant la guerre ils poursuivent, sur toutes les mers, c'est-

a-dire, sur un espace qui n'appartient à personne, les propriétés de leurs ennemis, que font-ils de plus que toutes les Puissances du monde qui font la guerre ou sur terre ou sur mer? Tous les raisonnemens que je viens de faire peuvent évidemment s'appliquer aux autres couronnes du Nord. Est-ce l'Angleterre qui empêche l'Idle de Sainte Croix ou de Saint Berthelemy d'être aussi vaste et aussi productive que la Jamaïque? le comptoir de Tranqobar, aussi étendu que le Bengale? Est-ce sa faute, si l'Archevêque de Goa n'est pas aussi aisé à séculariser que ceux de Paderbon, de Munster, et d'Hildesheim?

Mais puisqu'il est question de violence et de tyrannie des mers, est-ce à la France ou à l'Angleterre que sont asservies les marines Espagnole et Hollandaise? Est-ce le Gouvernement Anglois ou le Gouvernement François qui arrête les vaisseaux Américains qui lui apportent les objets de subsistance les plus indispensables, pour en payer la valeur au prix et au terme qu'il fixe lui-même? Les Anglois font-ils successivement proscrire chez leurs alliés tous les objets de l'industrie Française, comme nous voyons les François faire successivement défendre chez leurs alliés tous les produits de l'industrie Angloise? Sur quoi donc portent toutes ces vaines et grossières déclamations contre le *despotisme des mers*, qu'enfante la rage, et qu'accueille trop légèrement l'ignorance ou l'irréflexion, et quelquefois même une secrète envie qui, à l'aspect d'une supériorité quelconque, se glisse dans les conseils des Etats comme dans le cœur des particuliers? A quoi aboutissent-elles, si non à une confession authentique de la supériorité de la nation Angloise pour le commerce et l'industrie, et de la supériorité de richesses et de prospérité qui en est la légitime récompense?

Les considérations que je viens d'exposer ne sont pas les seules qui puissent

modifier la conclusion de mon ouvrage. Il y en a une surtout qu'il ne faut jamais perdre de vue : c'est que ce résultat n'est encore que conditionnel, c'est-à-dire qu'il n'est vrai, jusqu'ici, que dans l'hypothèse sur laquelle j'ai toujours raisonné, savoir : " qu'on laissera le temps au Gouvernement actuel de la France de consolider sa domination, sous différens titres et différentes formes, sur plus de soixante millions d'hommes." Il est bien vrai, que dès à présent ce Gouvernement jouit d'une grande autorité sur cette population, si effrayante quand on considère qu'elle est l'instrument de l'ambition d'un seul homme. Mais on se tromperoit beaucoup, si on croyoit que toutes les parties he'térogènes de ce tout monstrueux obéissent volontairement à l'impulsion que leur donne la main qui les guide. Il ne leur manque qu'un point d'appui pour les mettre toutes en résistance directe. Qui doute en effet que les Hollandois ne soient las de payer et d'habiller les troupes de la France, de faire des emprunts, et de bâtir des vaisseaux pour elle ; que la Suisse ne soit lassée des visites domiciliaires si coûteuses que lui sont les armées Françaises ; que le Piémont, toute l'Italie, ne souffrent impatiemment le joug qu'on leur a imposé ; que l'Espagne ne voie avec peine ses provinces passer une à une, avec ses piastres, à une puissance qui la tyrannise avec si peu de ménagement ? Qui peut croire que les Belges et les Allemands en deçà du Rhin aient pris une grande affection pour un Gouvernement qui froisse tant d'intérêts particuliers, et qu'ils voient exercer par des étrangers insolens et avides d'argent, ou par des compatriotes plus odieux encore pour avoir vendu leur pays à l'ennemi ? Enfin, si l'on se transporte dans l'intérieur de la France, dans quelle classe cherchera-t-on ces transports d'amour, de reconnaissance, et de dévouement, dont se targue le Gouvernement Con-

sulaire ? Sera-ce dans la classe des républicains qui voient leur chimère favorite de république étouffée par le Gouvernement le plus absolu qui ait existé ? Sera-ce parmi les révolutionnaires ? On sait que les hommes de cette classe ne travaillent que pour leur propre compte ; et sûrement ils ne voient, dans ceux que les circonstances ont amenés à la tête du Gouvernement, que des ennemis qu'une fortune aveugle a favorisés à leurs dépens. Sera-ce dans la classe des émigrés rentrés ? Le Premier Consul leur a vendu, au prix de la totalité des restes de leur ancienne fortune, la triste faculté de rentrer dans leur patrie, d'où les meurtriers du Roi et toute cette horde d'assassins qu'il a servis, les avoient prosétrés, sans doute aussi justement qu'ils ont massacré Louis XVI, cet auguste martyr de son amour de ses peuples. Cette permission, qu'il étoit déjà si dur pour des François de recevoir d'un homme né Corse et sujet de Gènes, il l'a empoisonné de tant de vexations et d'humiliations, que sans doute il ne compte pas sur leur reconnaissance, encore moins sur leur amour. Quant à leur dévouement, qu'il se contente de celui d'une vingtaine de misérables, étrangers à la cause de l'honneur qu'ils ont souillée par leur infâme conduite au dehors, et qui le servent aujourd'hui à tant par mois par leur espionnage, ou briguent par leurs adulations, l'honneur de parvenir jusqu'à lui. Sera-ce dans la classe des royalistes ? On ne voit pas trop pourquoi cette immense majorité du peuple François préféreroit une monarchie illimitée, militaire, subsistant de confiscations, d'emprunts forcés et d'impositions arbitraires, ne connoissant d'autre ressort que la terreur, n'ayant de lois que celles que lui donne la volonté du moment, à son ancienne monarchie tempérée par des lois fondamentales, par des usages aussi anciens qu'elle, et par une religion qui

étoit une vraie propriété nationale, puisqu'elle étoit une loi commune pour le souverain et les sujets. Pourquoi donc la nation Française préférerait-elle, au fond du cœur, à la maison de France avec laquelle elle est comme identifiée par le nom et par neuf cents ans de règne, une famille obscure, étrangère, et née dans une espèce de colonie récemment conquise et à demi civilisée? Les victoires remportées à Toulon en Décembre 1793, sous les auspices de Robespierre; à Paris en Vendémiaire sous ceux de Barras; à St. Jean d'Acre en Egypte, à St. Domingue, sont-elles des titres plus glorieux à la France, plus chers aux Français; que les victoires remportées sur les Normands par Robert le Fort, Duc et Marquis de France, tige de cette auguste maison, et surnommé par nos ancêtres le Machabée, parce que, comme Machabée, il périt glorieusement en 836 pour la défense de la religion et de sa patrie? Car je ne pourrais, sans offenser la vérité, compter parmi les titres à la gloire du Général Buonaparte, les victoires de Zurich et de Hohenlinden dûs aux généraux Masséna et Moreau, ni même celle de Marengo, qu'il avoit complètement perdue, et que le Général Desaix regagna complètement; et encore moins les succès éclatans qui préparèrent dans la Belgique, en Hollande, et sur les bords du Rhin, la grandeur de la France, et dont le souvenir fait demander à tous les soldats Français, où est le général aussi modeste qu'habile qui fit triompher nos armées?

Si de cette population immense dont dispose à quelques égards le Gouvernement actuel de la France, on retranche successivement les différentes classes que je viens d'indiquer, sur quelle base repose donc ce Gouvernement qui jouit avec tant de complaisance de ce qu'il appelle la *stabilité*? Quel appui reste-t-il? On sait que je ne parle pas de ses titres au pouvoir; le Sénat et le Moniteur les ont déclarés incontestables, et l'Archevêque Boisselin les a prononcés sacrés: je parle de ce fondement réel et de fait, que toute autorité trouve dans les intérêts de la nation sur laquelle elle s'exerce, et dans les affections de ses sujets? Je le dirai hardiment. Il a pour base, pour appui, pour fondement, les

gendarmes, la garde consulaire, un clergé hué et corrompu, et par dessus tout l'ombre de Robespierre. Cette ombre terrible, qui a plané constamment sur la France, et dont tous les Gouvernemens postérieurs ont fait un épouvantail à la nation Française, fut ce qui sanctionna le pouvoir des Thermidoriens, celui du Directoire, et celui du Consulat. Mais le souvenir de Robespierre, prolongé si artificieusement par les successeurs, comme si ce n'étoit que sous la domination de ses anciens complices qu'on pût trouver un azile contre le retour de la terreur, va s'évanouir, et avec lui, toutes les illusions qui retardent encore un événement désiré par tous, parcequ'il peut seul mettre un terme aux malheurs de la France et aux alarmes de l'Europe. Cet événement, est-il besoin de l'indiquer? Non; tout le monde sent au fond de son cœur, que c'est le rétablissement de la maison de France sur le trône.

TRIAL OF MR. PELTIER, FOR A LIBEL
OF NAPOLEON BONAPARTE.

On Monday, the 21st instant, the justly celebrated Mr. Peltier, was tried before Lord Ellenborough and a Special Jury, on an information, filed by the Attorney-General, for a libel on Napoleon Buonaparte, First Consul of France, which libel was published in a periodical work, entitled *L'Ambigu*, of which work Mr. Peltier was the editor and proprietor.

The information having been read, the Hon. Spencer Percival (the Attorney General) entered, of course, on the arguments in favour of the prosecution. He stated, that the words charged in the information were libellous; that they had a tendency to stir up sedition and rebellion against Buonaparte, and to cause his assassination; and that, unless the offence was punished, the peace happily subsisting between England and France, might be interrupted, and that war, bloody and expensive war, might finally ensue. In order to prove that this was no extraordinary proceeding, he cited the instance of Lord George Gordon, who was prosecuted for a libel on the late Queen of France, as also that of John Vint, the Editor of the Courier, who was prosecuted for a libel on the Emperor of Russia.—The caution he threw out with regard to the publishing of an account of the proceedings of the court, in this case, was curious and no less curious than novel. "If," said he, "I could suppose that learned friend [Mr. McIntosh] would lend himself to the spirit in which these pap

are written; if he should for a moment think he could serve his client by a republication of the libel; if he were instructed, and thought it consistent with his duty to go over the same discussions, and to repeat the declamation and invective of which we now complain, then, indeed an extensive field would be opened for his ingenuity and eloquence. He would have to expatiate upon the most extraordinary event, of the most extraordinary occurrence, in the most extraordinary and eventful revolution recorded in the annals of history. But if no other higher consideration deterred him from pursuing such a course, the interest of his client would be sufficient for this purpose. Brewe I think that this libel tends to endanger the tranquillity between this country and a nation with whom we are at peace, I prosecute the author. That charge brings me, and it brings the defendant, this day before you. If the information is thought well founded, if you pronounce a verdict of guilty, when the time comes for appointing the punishment, if it appear that by the defendant's instructions, the last Court of justice in the Kingdom is made a vehicle for slander and defamation, all the ill consequences of the libel are aggravated and enhanced. I should discharge my duty to the Public, I should fill my regard for the proper administration of the English Laws, if I did not press upon the Judge, to take care that a calumny was not increased by the means employed to check it, and by the punishment they inflicted to shew, not only to France, but to the whole of Europe, that a British Court of Justice impartially determines upon the guilt of those accused, and is not the means of extending defamation."

After the Attorney General had concluded, and the evidence had been examined, Mr. Pittomsh, one of the counsel for Mr. Pettier (the other being Mr. Ferguson) entered on the defence, in a speech, which lasted three or four hours; but which contained, relative to the case of Mr. Pettier, very little more, we believe, than what will be found in the following report, which is copied from the Morning Post.

My Lord, and Gentlemen of the Jury, I would not so far depart from my duty, or from the respectability of the body to which I belong, as to lend myself to the passions of any client. Whatever respect is due by the law to the rulers of any country, that respect shall be paid by me. Nay more, whatever concerns liberty, the dearest and best of all the interests of man, may indeed call forth my warm feelings, but I shall know how to repress these feelings in every instance in which

they are not borne out by truth. My Lord and Gentlemen, I have to intreat your indulgence, beset as I am with topics of so much difficulty. You may, indeed, conceive that having had the presumption to encounter those difficulties, I have no title to impute to me contending with them. I did not seek them, but having unexpectedly fallen in with them I will not now turn my back on them: here I found them, and here I will meet and engage them with every exertion of whatever power I possess. Acting on these principles, before an English Jury, I am sure that if my feelings shall, in any instance, betray me into any excessive warmth, my client will not suffer for my error. He imposed on me the trust of his defence, and I could not decline it. Still less can I betray it, having once undertaken to charge myself with it. He is entitled to a just, faithful, and fearless defence, and he shall have it, so far as it can be afforded by my humble talents, actuated by a warm and honest zeal in the discharge of my duty. Intrepidity has been too long used at the English bar, that it is unuseful to me, at this moment, to descend upon it; still less can I claim any merit for adding up to it. I have only to say, that if the bar could have been silenced or overawed by any power whatsoever, no jury would now be here. That pride and haught of our free constitution could not this day have existed. It is owing to the intrepidity of the bar, that you, gentlemen, are now here to try this cause. It was therefore, perhaps, too much for me to say, that my client should have a fearless defence, in a place, where fear never entered any bosom, but that of a criminal. Yet, surely, if, in any case, a timid feeling could invade a place so fortified against it, it must be in this, where the prosecutor is the master of a great empire, and the defendant a poor proscribed French emigrant, compelled to relinquish his country, in 1792, driven out by the daggers of his countrymen. Gentlemen, you recollect that eventful and calamitous period, when our shores were covered with helpless women, and children still more helpless, with priests, strangers to the world, flying from their country, as from a tract overrun with tigers, and seeking in our's a shelter which they did not fail to find. Such of these unhappy fugitives as escaped the scaffold, as survived the trying changes of climates unknown to them, and the multiplied distresses and vexations they had to endure, were recently permitted to revisit their native country. They were indulged in the gratification, and a very high gratification it must be, worn out and exhausted with calamity as they were; they were indulged with permission to die at home. I do not mean to undervalue this indulgence; on the contrary, I am disposed to rate it high; but my client, and a few

others, conceived themselves bound, from a feeling of loyalty, which I neither make the subject of commendation or of blame, to refuse to profit by this permission. I do not, as I said, make this refusal a matter of praise or of censure; I only hope, that you will not judge too severely of my client, for what he conceives to be a just and honourable devotion to the allegiance under which he was born. Consider, gentlemen, that if we ourselves were, by any unforeseen revolution, I trust, and hope, such an event will never happen; but, if such an event were to place us in a state of dependence and destitution in a foreign land, we should not wish to be judged too unfavourably.—This man, having from his youth devoted himself to literary employments, exerted his talents in the same line here, and produced a variety of works. After the peace, he abstained from all serious politics, and contented himself with the publication of this obscure journal before you, which, if the jealousy of power could ever be at rest, appeared under circumstances the least calculated to give disquiet. It could not be read here, for it was not in the language of the country. It could not be read in France, for we do not understand that the police is supine or negligent in the execution of the prohibition against the admission of periodical papers from England. Under these circumstances, this work was issued for the purpose of amusing and consoing the fellow sufferers of Mr. Pomeroy by occasional reflections on the factions which divide, and the disturbances which agitate the land from which they are exiled. It was intended as a consolation and amusement to them to whom no consolation now remains, but in contemplating the instability of human affairs, and seeing that those by whom they were expelled were often the victims of fortune as well as they. This was the only journal that dared still to speak in favour of a family once the most august in Europe. This court affords an instance of the instability of human grandeur in that family, and it is not a little remarkable that the last instance of a prosecution by the French government, as cited by my learned friend, was for a libel on that Princess who has been since butchered and massacred by her own subjects. I say this not for the purpose of disputing the principle laid down by my learned friend; that no government recognised by our Sovereign is to be libelled with impunity. I agree with him, that in this respect all governments are on the same footing, whether they are governments of yesterday, or governments confirmed by a succession of ages. I admit that if Lord Clarendon had published some parts of his history at Paris in the year 1636; if the Marquis of Montrose had published his journals there; if Butler had published his

Hudibras; and Cowley those works in which he so ably maintained the cause of his King against the Usurper, the president Du Morlaix would have been bound on the complaint of the English Ambassador to prosecute them for libels against a government recognised by France. I mention this, that my client may feel the less repugnance at coming into this his last asylum upon earth; and it is, perhaps, owing to his Majesty's Ministers, that he enjoys even this. If it be so, I owe them my thanks, for their honourable and dignified conduct, in refusing to violate the hospitality due to an unfortunate stranger, who now appears in your presence, as the only place in which his prosecutor and he can be on equal terms. Certainly circumstanced as he is, the most refreshing prospect which his eye can rest upon, is, an English Jury, and he feels with me, gratitude to the Ruler of empires, that, after the wreck of every thing else ancient and venerable in Europe; of all established forms and acknowledged principles; of all long subsisting laws and sacred institutions; we are met here, administering justice after the manner of our forefathers, in this her ancient sanctuary. Here then parties come to judgment; one the master of the greatest empire on the earth; and the other, a weak defenceless fugitive, who waxes his privilege of having half his Jury composed of foreigners, and puts himself, with confidence, upon a Jury entirely English. Gentlemen, there is another view in which this case is highly interesting, important, and momentous; and, I confess, I am animated to every exertion that I can make, not more by a sense of my duty to my client, than by a persuasion that this cause is the first of a series of contests with the freedom of the press. My learned friend, I am sure, will never disgrace his magistracy, by being instrumental to a measure so calamitous; but viewing this as I do, as the first of a series of contests between the greatest power on earth, and the only press that is now free, I cannot help calling on him and you to pause before the great earthquake swallow up all our freedom that remains among men, for though no indication has yet been made of a disposition to attack the freedom of the press in this country, yet the many other countries that have been deprived of this benefit, must forcibly impress us with the propriety of looking vigilantly to ourselves. Holland, Switzerland, and the Imperial towns participated with us the benefit of a free press. Holland and Switzerland are now no more, and near fifty of the free Imperial towns of Germany have vanished, since the commencement of this prosecution." Here Mr. Mackintosh drew an interesting picture of the former state of these free towns; exempted from the burthens of military establishments, and respected amidst the contem-

tions of greater powers; they had leisure for observations, and reflection on what was passing around them. They formed a respectable part on of that mass of public opinion, which was the law of powers, who acknowledge no other control. He could not contemplate a more interesting spectacle than the little Republic of Geneva, cultivating literature and science at the gates of the immense empire of Louis XIV, undisturbed and unthreatened. All this, said he, is gone; what may be the new order of things, it is not for me to say, but, I declare it to be my firm persuasion, that the total absence of all schemes of oppression, ever since the days of Louis XIV. has been owing to the freedom of discussion, which has, till lately, prevailed in most countries of Europe. If silence was observed at home upon such projects, too presses in foreign countries circulated them, and rendered them detestable throughout Europe. Tyranny dreaded to make any arbitrary stretches as long as there existed a free press, because no power was above its censure. Now that all this is gone, there is no longer any control but what this country affords. Every press on the continent, from Palermo to Hamburgh, is enslaved; one place only remains where discussion is free, protected by our government and our constitution. It is an awfully proud consideration that this noble fabric, raised by our ancestors, still stands undecayed amidst the ruins that surround us. You are the advanced guard of liberty, permit me, therefore, to remind you of some of the principles on which our ancestors acted with respect to foreign powers in cases like the present. Here Mr. Mackintosh stated the law not to be defined exactly, so as to ascertain the limits that distinguished history and fair observation from libel. It was left to juries to determine, in every single instance, by the malicious intention that may appear in the publication, and this confidence so reposed by the Legislature, had never once been abused since the revolution. Political libel, he said, was different from all others; in cases of common libel, the severity of the punishment only struck terror into those who meditated guilt. But in cases of political libel, even a just punishment had the effect of deterring well-disposed men from discussion; as it was difficult for them to know how far discussion and history would permit them to go, and when they overstepped the limit. Thus, the best service that could be rendered to mankind were discouraged. It was on this principle that our ancestors were always tender in repressing discussions relative to foreign powers. Ever since our ancestors had the wisdom to abandon all notion of continental conquest, we had no views on the continent but such as arose out of a regard to our safety and the promotion of our commerce. The first and most important consideration of safety depended on the maintenance of justice and the preservation of nations in the enjoyment of their rights. When justice was thus violated, the safety that arose out of it and depended on it, was

rendered insecure, and it was material to observe and discuss every violation in order to check and prevent all excessive and dangerous aggrandisement. The interest of our commerce was a secondary consideration, but a material one, as the object was highly beneficial, not only to us but to the nations with which we traded, and to the whole world, in as much as it brought additional hands to labour, brought new lands into cultivation, and supplied fresh pleasures to man. It was therefore, most material, that a spirit of free discussion should exist, and be encouraged, for the purpose of checking all violations of rights; and whatever the enemies of this country may say, the advantage of this attention to continental affairs had been attended with the most beneficial effects to the powers of the continent. This island had been foremost to resist every inordinate and unjust project, and, on all such occasions, had stood in the front of battles not her own.— It was the happiness of this country, that the lowest individual had a right to discuss the public measures of his time, and though it may in some instances be conceived that this was injurious in times of domestic dissension, it could not be denied that it was always beneficial when applied to foreign affairs. Here Mr. Mackintosh went into the particulars of M. Peltier's publication, extending the liberty of historical discussion to the detail, not only of events, but of the probable causes and consequences of these events. Mr. Peltier was at liberty to detail the views of the factions into which the French republic was divided, and for this purpose to republish the writings of these factions. It was even justifiable in him to expose the principles of these factions, by writing in their spirit, and imputing to them expressions deducible from their principles. It was very likely that Chenier did, in fact, write the ode given under his name, and in that case, even though it should be severe and libellous on Buonaparte, could it be called a libel in Mr. Peltier, to republish it here? If it was, why were the English newspapers suffered every day for ten years back to republish volumes of abuse and calumny vented against this nation and its government in the French journals, and lately, in a still particularly malignant and atrocious, in the official journal, the *Moniteur*? No criminality was by any person supposed to attach to the newspapers, because there was no criminal intention in the republication, which was made only with a view to excite the detestation and horror necessarily consequent to such flagitious abuse of our national character and our government. Why pass over the republication of an article in which a most gallant officer was charged with exciting to assassination, and why suffer English newspapers to republish, without any imputation of a crime, the most infamous libels on a prince who had passed through a reign of 43 years, beloved and respected by his people, and without a single stain on his character? Why suffer the repetition of the most atrocious calumnies on a nation, whose history afforded the extraordinary phenomena of mutinies without murder, mobs without massacre, and civil wars and revolutions without assassination? Why suffer the republication of articles, in which the garter, the badge of the conquerors of Cressy and

Poissiers, end of so many successive generations of heroes, was stated to be designed to reward an assassin for executing his horrible design? On the same principle, that the English newspapers were, in all these cases, innocent and unacquainted, Peltier was equally innocent in this publication. If it was in fact only the republication of the work of another writer, the republication was certainly blameless; and if it was even written by Mr. Peltier, with a view to give a dramatic character of the faction, by putting its principles in their natural language in the mouths of its leaders, he was equally innocent; or if there was any crime, it was a libel against Chenier or Ginguenet, to whom the article was imputed, and not against the First Consul. It was natural to think that a remnant of the Jacobin faction still existed in France; it was known that it did exist, and it was the nature of that faction to seek a refuge from the maledictions of those whom it had formerly oppressed and tortured in the resumption of its former power. The faction was active, and such a piece as this ode might well be among the means it employed. Mr. M. having, in the course of this last argument used the word republican, in a sense which may appear to convey some censure, explained; he did not use the term as meaning Citizens of Republican Governments, many of which he respected, and particularly a new Republic of British growth. Neither did he mean it as any imputation on those whose political opinions favoured a republican form of government, but a just sarcasm on those pretended republicans of France who used the name to cover the worst and most fatal hostility to freedom. It could not be that M. Peltier wrote this seriously for the purpose of promoting the royal cause. It would be madness in him to call upon the French citizens of the present day, to avenge the cause of Robespierre and Barras, the worst enemies of royalty. If he could seriously address such language to French citizens for such a purpose, he was a much sicker object for a commission of lunacy than of a prosecution for libel; and this madness was rendered still more outrageous by adding to the council the name of the most declared and decided enemy of the party to which it was addressed. It may indeed come within the policy of a royalist to excite republicans to insurrection; with a view to profit by their broils; but if such a royalist meant not to defeat his own purpose, he would conceal his name. It was however evident, from the context, that the Ode in question was not the work of M. Peltier. It appeared from the passage already cited, and of which a poetical translation had been read, that it was written by a fanatical republican, once hostile to England, now a little reconciled in his judgment, but not yet perfectly reconciled; it speaks of the people relying on the law, resisting and setting at defiance the exertion of regal power; this certainly could not be mentioned with praise by the Royalist Peltier. My learned friend, said Mr. M. cannot forget that Swift did not mean, by his arguments in defence of Atheism, really to support that doctrine; but, on the contrary, by that unrivalled specimen of irony, to ridicule and shame all such unprincipled tenets. Such were the motives of Butler for putting such odious sentiments in the mouths of Hudibras and his squire, and such were Peltier's for putting such sentiments in some places he did put into the mouths of the

Jacobins. Not that even they, bad as they are, can be suspected, by me, of any design to shocking to human nature as assassination: and I own I am surprised to hear my Learned Friend say so seriously, that any allusion to the apotheosis of Romulus, or to the affair of Brutus and Cæsar, must necessarily have such a shocking and abominable object, as if these events, so much the themes of school-boy declamation, were not too familiar to excite any extraordinary propensity to imitation.—With respect to that part of the paper which alluded to the assassination of Cæsar, Mr. M. denied that when that event was spoken of, every man who used it, intended to recommend or justify assassination. He stated a variety of cases, in which that event had been alluded to in many authors who were never suspected of a wish to excite the commission of assassination. Nor could it be more falsely inferred from the allusion to the apotheosis in use among the Romans. It might be that a man, disgusted with the numerous addresses which had been poured from all quarters, might fairly say, I even wish him the apotheosis as soon as he can have it; many of the Roman Emperors received the honours of a divinity, and yet lived; their apotheosis did not necessarily imply their death. He next adverted to the imputation of free discussion, and elucidated this part of his argument by precedents drawn from our own history. At the time when Queen Elizabeth, that wise and patriotic princess, was beset around with formidable enemies, a powerful faction in the heart of her kingdom, and no resources but in her own mind, she, and it was a curious piece of history, published the first newspaper. Her Gazettes were still preserved, and by means of that dissemination of public opinion she roused the feelings of her subjects to a pitch equal to withstand any attempts that could be made upon them. Since that period newspapers had multiplied, and discussion had become more extended. During the reign of Louis XIV. who had formed the most gigantic plans of guilty ambition, he who attacked a free nation merely for his glory; he who had made subservient to his interests the guilty and infamous prince who then governed England—yet his conduct was most freely canvassed. Nor did a venal court dare stop the inquiry and investigation of free minds, even when a jessierie disgraced the bench which his Lordship adorns, nor even then did a venal judge and a corrupt court dare attack the freedom of the press. In later times, to come to the partition of Poland: did that infamous transaction and public robbery pass without examination and censure? We loudly spoke our indignation, though the robbers were our great allies; but our free presses spoke of them, not as according to the greatness of the characters, but according to the greatness of their crimes. He would put it to the Attorney General to say, what would have been his conduct if we had been at peace with France during part of the awful crisis which had convulsed her. When Robespierre presided over the Committee of Public Safety, was not an Englishman to canvass his measures? supposing we had then been at peace with France, would the Attorney General have filed an information against any one who had expressed due abhorrence of the furies of that sanguinary monster? When Marat demanded 20,000 heads in the convention, must we have contemplated that request without speak-

ing of it in the terms it provoked? When Carrier placed 500 children in a square at Lyons to fall by the musketry of the soldiery, and from their size the balls passed over them, the little innocents flew to the knees of the soldiery for protection, when they were butchered with the bayonet. In relating this event, must man restrain his just indignation, and stifle the expression of indignant horror which such a dreadful massacre must excite? Would the Attorney General in his information state, "when Maximilian Robespierre was first magistrate of France, as President of the Committee of Safety, that those who spoke of him as his crimes deserved, did it with a wicked and malignant intention to defame and vilify him." The only restraint upon great criminals was, the public opinion; and to weaken the expression of that opinion was, in a great degree, to let loose the passions of the great, to prey on the weak and defenceless. He would again put the case of that Swiss patriot, defended from the hero of Switzerland; he, whose ancestors supported the liberties of his country; who conquered that pile 300 years ago, he of late had endeavoured ineffectually to defend it. If he were to come to this country, the only asylum now left upon earth; if he were here to weep over the ruins of his country, must he be told that he must deplore his fate in silence; that he might groan deep, but it must not be loud? Better by far would it be that we should at once revert to a state of absolute barbarism, than thus have our feelings paralyzed to all moral distinctions. He hoped and trusted that a British jury would never be a party to such purposes. They never had done it, and in former times, when all other parts of the state had been corrupted; juries yet maintained their virtue and their independence. In the days of Cromwell, he twice sent a satirist upon his government to be tried by a jury, who sat where the jury then did. The scaffold on which the blood of the Monarch was shed, was then in their view. The clashing of the bayonets which turned out the Parliament, were within their hearing, yet they maintained their integrity, and twice did they send his Attorney General out of Court with disgrace and defeat."

The Attorney General replied to the arguments of Mr. McIntosh. Lord Ellenborough shortly addressed the jury, who, after consulting together for the space of a minute, pronounced the defendant *Gilty*. The trial lasted seven hours.

[London Paper.]

Mémoire sur le Canada.*

Le Canada est un pays extrêmement froid, les neiges y sont abondantes, Dans certains hivers il y en a jusques à 9 piens; dans un hiver ordinaire 6. Le froid monte jusqu'à 30 degrés, an-

* The date of this paper cannot be ascertained: from the internal evidence of the piece it appears that the Author must have been a man of consequence in the Colony before the Conquest, and a man of information. On a recurrence to the plans of the French Government, it will be found that his projects were partly adopted.

née commune 24, et 26. L'hiver dure ordinairement 6 mois. La neige commence à rester sur la terre que que depuis la mie Novembre jusques aux premiers jours de May. Cette longueur de mauvais tems fait que les habitans ne peuvent élever d'animaux qu'autant qu'ils ont de fourrage pour les nourrir pendant tous ce tems qu'ils sont obligés de les tenir dans des étables. De là vient que ce pays ne sauroit jamais être abondant en viande de boucherie sur tout quand il y a des consommations extraordinaires. Cependant si le Roy vouloit, il y auroit un remède à cet inconvénient et le peuple seroit plus heureux. Il faut remarquer qu'il n'y a point d'habitans qui n'ayent plusieurs chevaux, chaque garçon qui a la force de manier un fouët a le sien. C'est ce qui empêche l'habitant d'élever autant de bœufs qu'il le feroit au lieu de 3 à 4 chevaux, il auroit 10 à 12 bêtes à corne, et outre cela il pourroit élever plus de Cochons par ce qu'il n'est point de garçon d'habitant qui ne voie son père pour donner de l'avoine ou d'autres grains à son cheval, afin qu'il soit gras et vif, outre cela les habitans ne labourent presque plus qu'avec des chevaux, présérant le fouët à l'aiguillon, ce qui est un malheur pour cette colonie auquel il n'y a point de remède, à moins que le Roy ne rende une ordonnance qui déssende à chaque habitant d'avoir plus d'un cheval, à moins que ce ne soit un habitant riche et qui ait beaucoup de terres. Lorsque les cheveaux auront dix ans, ils pourront avoir un poulain pour renouveler leurs cheveaux. Les habitans qui auront des juments pourront avoir leur poulain, et à mesure qu'ils trouveront à le vendre, ils le feront, afin d'en élever une autre pour fournir aux besoins des villes et des campagnes. Les Seigneurs pourront avoir des juments pour faire de petits harats afin d'avoir de beaux poulains au moyen d'étalons choisies. Il ne faudroit cependant pas

dés à présent faire tuer les cheveaux pour en venir au point dont j'ay parlé, car la Colonie est de nuee de bœufs et les habitants s'ils manquoient de cheveaux ne pourroient plus labourer leurs terres, mais dans 4 ou 6 années on pourroit les amener au point dont il s'agit, en chargeant des hommes sages et sans partialité de tenir la main à l'exécution d'un arrangement qui seroit le bien de cette colonie, contre lequel on pourroit d'abord crier, mais dont on remerciroit dans la suite.

Il paroît combien le Roy a cette Colonie à cœur par les grandes dépenses qu'il fait pour sa défense. Il est donc question de trouver le moyen propre pour que le Canada se soutienne de luy même. Le véritable est de permettre à tous les Soldats de se marier et de donner à chacun une terre sur laquelle il y auroit 4 arpents de deserts faits aux dépens du Roy et une petite maison de quinze pieds en quarrés. Le prix de ces travaux seroit estimé par les Seigneurs et Capitaines des côtes et payé par Sa Majesté aux habitants qui les auroient faits. Cette dépense pourroit être pour chaque terre d'environ 400 lb. Si le Roy ne veut pas donner cette somme, la terre sera l'hypothèque de l'argent avancé, et l'habitant remboursera sitôt qu'il sera en état. Il faut aussi donner aux nouveaux mariés une vache, une brebis, une hache, une pioche, son prêt et solde pendant deux ans, et de quoi semer la première année.

Si ont ne fait pas d'avances à ce soldat, comment veut-on qu'il s'établisse et qu'il fasse des deserts? à peine son travail suffiroit-il pour le nourrir, car le defrichement des terres est icy très difficile à cause des gros arbres dont les forêts sont remplies. Il conviendroît aussi de ne point laisser de troupes dans les villes ou du moins seulement ce qu'il faut pour monter

une garde, et d'envoyer le reste par compagnie avec leurs officiers dans des différentes paroisses où il y a de bonnes terres à defricher pour y faire travailler en payant les soldats comme le Roy fait pour ses travaux. Ils formeroient des inclinations avec des filles d'habitants, se marieroient, s'accoutumeroient à travailler à la terre, et dans peu de tems deviendroient de bons laboureurs, au lieu que ceux qui se marient dans les villes épousent des filles de moyenne vertu, et qui n'aiment point la campagne. Ces mêmes terres que les soldats estoient aux dépens du Roy seroient estimées comme je l'ai dit, et données aux mêmes conditions.

Il seroit aussi bien nécessaire que le Roy prit dans les différentes grandes villes les gens sans aveu pour les envoyer icy, en obligeant par proposition les bâtimens venans de France de les amener, à raison de 4 hommes par cent tonneaux, en donnant des vivres pour la traversée. Aussitôt leur arrivée, on les établiroit dans les terres de la même façon que les Soldats.

Si le Roy adopte ce projet, il faudra toujours avoir 40 à 50 terres prêtes à recevoir ceux qui arriveroient, afin que d'abord après leur débarquement ils fussent placés et en état de travailler, avec défense de sortir de dessus leurs terres. Il faut pour cela placer ce nouvel établissement dans l'intérieur de la Colonie, comme dans la riviere de Ste. Anne, et celles de Batiscan, Machiche, du Loup, et Maskinongé dans le Gouvernement des trois Rivieres. Dans toutes ces rivieres il y a de quoy placer 3 mille habitants. Les terres y sont bonnes, fertiles, et point difficiles à defricher. Les Rivieres montent du côté du Nord, ce qui est à préférer du côté du Sud, surtout dans le Lac Champlain où il convient de laisser autant de bois que l'on pourra entre nos voisins et nous.

Il ne faudroit seulement permettre qu'à un certain nombre d'habitants de s'établir à St. Frederic pour fournir à ce fort quelques rafraichissemens et non d'avantage, ainsi qu'au fort de Frontenac et de Niagara.

Le Détroit est un poste digne d'attention : c'est l'entrepôt des forts du Sud qui communiquent aux Illinois. Les terres y sont fertiles et aisées à défricher, le Ciel beau et serain, un Climat magnifique, presque point d'hiver, très peu de neige. Les animaux hivernent dans les champs et s'y nourrissent. Il y a déjà deux cens habitans où environ qui sont pleins de vivres et de bestiaux, qui fournissent des farines à différens postes des pays d'en haut. Ce fort est sur le bord du fleuve qui se pare le Lac Erié du Lac Huron où il n'y a qu'une pente douce qui forme un petit courant, à 20 lieues du Lac Huron, et à 6 lieues du Lac Eric. La Riviere du détroit à 12 à 15 arpens de large, toutes les eaux des Lacs Supérieurs, Michigan et du Lac Huron y passent et vont se décharger dans le Lac Eric.

Il est donc question de favoriser cet établissement qui est un lieu important à cause de toutes les nations qui l'environnent et du chemin pour la communication aux Illinois. Pour y parvenir il faut le mettre en Gouvernement avec un état major, et cinq ou six compagnies complètes d'officiers et soldats et de donner à chaque capitaine et même aux officiers subalternes une Seigneurie de quatre-vingt dix arpens de profondeur sur une lieu de front, et d'obliger chaque soldat de prendre une terre sur la Seigneurie de son Capitaine ou officier qui auront chacun un domaine ou fief, et afin d'établir et de défricher ces terres plus promptement, il faudroit diviser les compagnies par 12 soldats et un sergent qui les conduiroit et les seroit travailler ensemble une

semaine sur chaque terre d'un arpent et demy sur 30 de profondeur, afin qu'ils fussent près les uns des autres. Par ce moyen les paresseux seroient obligés de s'occuper comme les autres, puisqu'ils travailleroient en commun et telle c'étoit autrefois la méthode de la fameuse République de Sparte. Les officiers des Compagnies seroient intéressés à suivre de près leurs soldats afin qu'ils ne perdissent pas de temps. de même que pour leur faire faire de petits logemens, et lorsque chaque soldat se mariera, luy donner une vache et une brebis, une paire de bœufs à deux avec la charrue et autres outils nécessaires pour les travaux et des marmites. Les bœufs ne leur seroient que prêts, ils les rendroient au Roy dès qu'ils auroient pu en élever d'autres, et ils n'en seroient que plus propres pour la boucherie. Pour cet effet il faut que les compagnies soient stables, car si elle changent, les soldats ne s'attacheront à rien. Il faut aussi remplacer les soldats qui se marieront, afin que les compagnies soient complètes, et autant que faire se peut, avoir des gens de bonne volonté en les choisissant dans les autres compagnies,

Il faut remarquer que les habitans dans cet endroit peuvent élever autant d'animaux qu'ils veulent par l'abondance des pâturages et la beauté du climat. Ainsi en suivant l'établissement du détroit avec attention, on peut tirer de grands avantages. Ce Gouvernement seroit dans peu en état de fournir des postes de Niagara, Frontenac, la présentation et autres du côté de la belle rivieres, de viande et farine, ce qui soulageroit beaucoup la Capitale, tant pour la consommation des vivres, que pour les hommes qui sont occupés à les transporter de Montréal au fort Frontenac, ce qui est un trajet de 90 lieues avec des rapides affreux à monter, et qui détruisent les meilleurs hommes qu'ils détournent de l'agriculture, ainsi que

les transports pour fournir les différens postes du Sud.

25l. de lard par homme à 12s.	90
Pour essencils du canot.	50
	<hr/>
	2160

Le poste du Détroit étant établi, rien ne seroit si aisé que de faire descendre tous les secours nécessaires en vivres et en bestiaux pour fournir les postes dont nous avons parlé et cela par le moyen des gabarres à fond plat ou barques que l'on feroit de 60 à 70 tonneaux, et qui porteroient en traversant le lac Érie le produit du Gouvernement du Détroit à la pointe à Binot où l'on feroit un petit fort qui serviroit d'entrepôt, tant pour les effets venants de Montréal pour les postes du Sud, que pour ceux venants du Détroit pour les postes que ce Gouvernement fourniroit de vivres et pour les effets du Commerce, ce qui diminueroit beaucoup le nombre des engagés pour les voyageurs, et les gabarres en allant et venant à la pointe à Binot seroient chargés de différens effets. Il y auroit un vat et vient de bateaux du petit fort de Niagara à la pointe à Binot où il y a 9 lieues, les gabarres ne pouvant y aller mais elle iroient bien au fort de la presque Isle qui est l'entrepôt des effets que l'on envoie aux différens postes de la belle Rivière.

Les voyageurs seroient seulement monter leurs marchandises au fort Frontenac, où elles embarqueroient sur les barques qui y sont pour venir à Niagara en traversant le Lac Ontario trajet de 70 lieues, et là le portage se feroit avec des cheveaux comme des autres effets, et on régleroit combien les voyageurs payeroient par cent pesant d'effets en marchandises du fort Frontenac au Détroit, ce qui seroit au-dessous de ce qui leur en couteroit avec des canots d'écorce et des engagés, comme je vais le démontrer.

Un canot de maître coute	-	-	500 lb.
6 engagés à 250lb.	-	-	1500
100l. de biscuit par homme	-	-	120

Il faut remarquer qu'un canot d'écorce porte environ 4000 pesant, ainsi tous les effets que les voyageurs montent dans les pays d'en haut pour le commerce coute plus de 10s. la livre de transport. Il est vrai qu'ils descendent une partie de leurs retours avec ces mêmes hommes et canots; ainsi le Roi pourroit prendre 20l. par cent pesant pour rendre les marchandises du fort Frontenac, au Détroit, et 12 par paquet pour descendre du Détroit au Fort Frontenac.

Les voyageurs qui faisoient leurs effets se chargeroient de les faire descendre à Montréal. Le Roy leur prêteroit seulement des bateaux.

Ces mêmes gabarres pourroient dans la suite communiquer dans le Lac Huron et aller à Michilimakinac qui est l'entrepôt des postes du Nord et même aller dans le lac Michigan jusqu'à la Baye qui est éloigné de Michilimakinac de 100 lieues et plus, de même qu'à St. Joseph.

Michilimakinac est éloigné de Montréal en passant par la grande rivière de 300 lieues.

Du Détroit de 100 lieues et plus. Ce poste est situé entre le Lac Michigan et le lac Huron. Quand ces navigateurs auront acquis de l'expérience sur ces lacs en connoissant les différens abris et mouillages et les relaches en cas de mauvais tems, on pourroit se servir de ces voitures pour transporter tous les effets qu'il faudroit pour tous les postes du Nord. Le Détroit devenant considérable seroit en état de fournir des marchandises à tous ces différens endroits. Par ce moyen on empêcheroit les voyageurs de monter des canots d'écorce par la

grande riviere qui est très pénible par la quantité de rapides et de portages que les engage's font. Il monte ordinairement chaque année 80 canots d'écorce où environ, de 6 à 7 hommes, pour la partie dont je viens de parler, et par ce moyen il n'en faudroit point, ce qui conserveroit les hommes en Canada et augmenteroit le nombre de ses laboureurs, ce qui est la base de l'état.

Dans la suite du tems les particuliers du Détroit feront des bâtimens propres pour tous ces transports, et le commerce se fera avec beaucoup plus de facilité dans les pays d'en haut; car les barques du lac Érié iront dans les lacs Huron et Michigan, et un bâtiment de 40 tonneaux portera 20 canotés, et il faudra pour cette voiture 5 à 6 hommes, au lieu que dans 20 canots il faut 120 à 140 hommes. Le gouvernement général fait ordinairement payer aux voyageurs 1.500 par chaque canotée tant pour les gratifications aux officiers que pour les pauvres familles. Pour lors il seroit payer 500l. par 4000 pesant que les voyageurs monteroient dans les pays d'en haut, et l'un reviendroit à l'autre.

En suivant exactement ce qui est stipulé en peu de mots, on remédiera à une partie des abus qui sont contraires à l'avantage du Canada, et dans peu l'on verra les terres se défricher, les habitans augmenter, et le Commerce fleurir, et le peuple devenir plus heureux; ce que je souhaite ne pouvant faire d'avantage, et ayant dit la vérité.

MISCELLANEOUS ARTICLES.

The News. The latest accounts from London, reach down to the 28th of March. At that time, the negotiations mentioned in his Majesty's Message as pending between his Ma-

jefty's Government and that of France, were not understood to have come to a conclusion. Several circumstances, of which the granting protections from impress to seamen employed in outward bound vessels is the principal, would lead to a belief that these negotiations were in a favorable train of settlement. For, it can hardly be supposed that Government would relax the vigorous measures which it had adopted to man the navy if there were any appearance of immediate hostility; nor is it probable that in so short a period, a number of Seamen which would be judged sufficient in case of a renewal of the war could have been collected; neither would it have been prudent on that supposition, at a moment when it is known that a number of French Ships are at Sea, to encourage the Spring Trade to leave the Ports without convoy. But what ought, perhaps, to have still greater weight in this consideration, is the evident unprepared state of the French Government for immediate war; the exertions in the French ports are universally allowed to have been great, but it is also allowed that these exertions have not as yet had the desired effect of placing the French marine in a situation for war.

We see therefore, little room to expect the immediate renewal of hostilities, and we have just grounds to hope, that Government will not suffer the present opportunity to pass by, without placing the certainty of Peace on as sure a foundation as the nature of the Power it has to treat with, will permit.

Anecdote of Marshal Turenne. It is well known of Marshal Turenne, that his true heroism, (for such it really was) was only to be equalled by his solid and manly piety, equally remote upon the one hand from the superstit-

ions of his own age; and upon the other from the indifference of ours. In a court of gallantry, and in times when the point of honour, (falsely so called) was preserved in its full extravagance, the Marshal was never known either to fight a duel, or to be engaged in an intrigue. The grace, the dignity, with which he once released himself from an embarrassment of this nature, will at once give an exact idea of what he was, and be a sufficient answer to the favourite question of the defenders of duelling, how is a challenge to be refused?—How is it to be refused!—let this anecdote of the Marshal answer them.

A young officer of noble family, and in despite of what may be thought from the part of his conduct which follows, of real worth, imagined himself to have received an insult from the Marshal, and demanded satisfaction in the usual forms. The Marshal made no reply to his challenge; the officer repeated it several times, but the Marshal still maintained the same silence. Irritated at this apparent contempt, the officer resolved to compel him to the acceptance of this invitation: for this purpose he watched him upon his walks, and at length meeting him in the public street, accompanied by two other general officers, he hurried towards him, and to the astonishment and even terror of all who saw him, spit in the Marshal's face. Let us endeavour to form some conception of the grossness of this insult—the object of it was the Great Turenne—a Marshal of France, and one of the greatest Generals which Europe had produced. The companions of the Marshal started back in amazement, the Marshal, his countenance glowing from a sense of the indignity, seized the hilt of his sword, and had already half unsheathed it, when to the astonishment of the spec-

tators he suddenly returned it into the scabbard, and taking his handkerchief from his pocket, "Young man, said he, could I wipe your blood from my conscience with as much ease as I can your spittle from my face, I would take your life on the spot. Go Sir.—

Saying this, the Marshal retired in all the majesty of triumphant virtue. The young officer was so much struck as well with his manner as with his virtue, that he did not cease till he obtained the pardon of the Marshal. Turenne afterwards became his patron, and under such a predecessor he became almost the rival of his fame.—

NATIVE POETRY.

Jurat me Lacrymis hoc tribuisse mihi.

Lines on a young Lady who wept at the departure of the ——— Regt. from Montreal.

1.

Why are those eyes bedim'd with tears?
What envious sorrow bids them flow?
Say can a friend divine thy fears?
Say can his verse relieve thy woe?

2.

Ah me! I see thy cause of grief,
Vain, now I fear, the muse's aid,
Vain, are my hopes to bring relief,
Or heal, those wounds which love has made.

3.

Some Son of Mars, by Venus blest,
With every grace to win the fair,
With love, has touch'd thy tender breast,
And putting, leaves thee to despair.

4.

Phœbus himself, has felt the dart
From whence thy beautiful eyes o'erflow.
How can he then, his aid impart,
Against that power which rules him too?

5.

Times lenient hand, shall yet prevail
To charm the sorrows of thy breast,
And tho' an hour, a day, should fail,
A week shall teach thy cares to rest.

[The following Translation of the Song of "God save the King," and additional verses to the same Song, ought to be preserved in the British American Register.

The additional verses were first brought into general notice at the Theatre in London, on the evening Hatfield fired on the King. They were received with uncommon applause, and generally said to be an *ex tempore* production of Mr. Sheridan. There is however sufficient evidence that they were written at Quebec in 1795, shortly after the arrival of the account of the horrid attempt on His Majesty's life, in the Spring of that year. The copy from which they were first sung in London was handed on the Stage by a Gentleman who happened to be in Quebec when they were originally written. The Translation has been already published, but it has not got into general circulation. It will be found to possess much of the merit of the original, and far superior to the other translations of that loyal and much admired Song.]

DIEU sauve notre Roi,
GEORGE notre Grand Roi,
Vive le Roi!
Qu'il soit victorieux,
Qu'un Règne glorieux
Le conserve à nos vœux,
Vive le Roi!

Grand Dieu frappe d'effroi
Les ennemis du Roi,
Qu'ils tombent tous!
Renverse leurs desseins,
Que leurs complots soient vains,
Seul tu fais nos destins,
Veille sur nous!

De tes dons les plus chers,
Tiens les trésors ouverts
Pour ce bon Roi;
Qu'il défende nos Loix,
Nous dirons mille fois
Du cœur et de la voix
Vive le Roi!

ADDITIONAL VERSES TO GOD SAVE THE KING.

From ev'ry latent foe,
From the assassin's blow,
God save the King!
O'er him thine arm extend,
For Britain's sake defend
Our Father, Prince, and Friend,
God save the King!

SELECTED:

To the irresolute, or desponding SEAMAN.

Be bold and brave, thou can'st not but
Thyself from all thou lov'st to tear;

If, while wind, war, and billows roll,
A spout of fear invade thy soul;
If thou'rt assalld' when cannons roar,
I pry'thee Messmate stay ashore.

There, like a lubber,
Wine and blubber,
Still for thy ease and safety busy;
Nor dare to come
Where honest Tom
And Ned, and Nic,
And Ben and Phil,
And Jack and Dick,
And Bob and Bill,

All weathers sing, and drink the swizzly.

If, should'st thou lose a limb in fight,
She who made up thy heart's delight,
Poor recompence that thou art kind,
Shall prove inconstant as the wind;
If such hard fortune thou'st deplore,
I pry'thee Messmate stay ashore.

There, like a lubber, &c.

If prisoner in a foreign land,
No friend, no money at command;
That man thou trusted had alone,
All knowledge of thee should disown;
If this should vex thee to the core,
I pry'thee Messmate stay ashore.

There, like a lubber, &c.

MARCHÉ'S.

A QUÉBEC, 21 Mai, 1803.

Farine p. q.	115 8d. à 15s	Lard par lb.	7 1/2
Son do	5s	Suif do	6 1/2 à 9 1/2
Pois par minot	5s à 5s 4 1/2	Beurre en Tin.	11 1/2
Patates p. do.	2 1/2 à 3s	Ditto frais	1 1/2
Avoine p. do.	3	Dinde p. coup.	7 1/2
Bœuf par lb.	5d	Oies p. do	25 6d à 4s
Do. p. quartier (point)		Poulets p. do	2 1/2 à 3s
Veau par lb.	6d à 7 1/2d	Anguilles	
Do en quartiers	2s 6d	Morue	5d à 2s 6d
Mouton p. lb.	7 1/2	Foin par cent	35s à 50s
Do. p. quartier (point)		Paille par do	12s 6d à 20s
Sain Doux do	9 1/2 à 1s 3d	Bois p. corde	12s 6d à 15s
Beef p. Tierce	4 1/2-10s	Porc p. barl.	5 1/2-10s 4d
Pain Blanc	3 lb. 2 onces	Bis	3 lb. 12 onces 6d.

METEOROLOGICAL TABLE, MAY 1803.

Days.	M's A.S.	Weather.	Wds	Barometer.		Thermo.	
				Inches.		Degrees.	
				M.	A.	M.	A.
15		cloudy	E.	29.6	29.6	43	52
16		fine		29.5	29.4	45	61
17		fine		29.4	29.4	50	57
18		fine		29.4	29.4	51	59
19		cloudy		29.4	29.4	56	60
20	☉	rain	W	29.3	29.2	51	57
21		fine		29.4		48	

☉ N. Moon. ☽ 1st. Quar. ☉ F. Moon. ☾ 1st. Q.